

DOSSIER NOTRE IDENTITÉ... INTERNATIONALISTES

GRÈVE DES SANS-PAPIERS

UNE LUTTE EXEMPLAIRE

Depuis le 12 octobre, un nouveau mouvement de grève de travailleurs sans-papiers tient bon, après celui de 2008 : plus de 6000 grévistes de 2000 entreprises, principalement du nettoyage, de la restauration, du bâtiment, de l'intérim, auxquels se sont jointes des femmes qui travaillent au noir dans l'aide à la personne ou la confection. Le mercredi 6 janvier 2010, ils étaient des centaines, rassemblés sur le piquet de grève des salariés du BTP dans le 6e arrondissement de Paris, pour partager une « galette de solidarité », avec des personnalités du monde du spectacle, venues pour soutenir et populariser la grève.

A cette occasion, grévistes et artistes ont enchaîné les prises de paroles. Se succédaient devant les micros et caméras : Josiane Balasko, Juliette Binoche, Charles Berling, Laurent Cantet, Cali, Antoine de Caunes, Hamé (La Rumeur), Christian Olivier (Têtes Raides), Guy Bedos, Patrick Pelloux et Lilian Thuram (le plus attendu !). Grace, une figure des grévistes du nettoyage, a donné le ton de la soirée en rappelant l'importance des travailleurs sans-papiers dans l'économie française. Décrivant les difficiles conditions de travail dans le nettoyage, elle a expliqué que c'est grâce à eux que les gens peuvent aller au travail. « Pendant qu'ils ne sont pas là, c'est nous qui nettoyons... » Et la grève n'a pas seulement mis en évidence que les sans-papiers étaient des travailleurs, elle a aussi montré qu'ils avaient des employeurs. Les premiers à profiter de la situation, loi ou pas loi, sont bien les patrons. La recherche de la main-d'oeuvre la plus malléable, la

moins chère et la moins susceptible de protester a conduit à l'utilisation très importante de sans-papiers dans certains des secteurs les plus durs. Les artistes ont repris à leur compte les revendications des grévistes à l'instar de Josiane Balasko : « donnons des papiers à des gens qui sont là depuis des années et qui travaillent avec des salaires, avec des fiches de paye, qui parfois payent des impôts et qui n'ont droit à rien ! ». Un sondage de cet automne révélait que 78 % des Français sont favorables à la régula-

tion des travailleurs sans-papiers, à celle de travailleurs sans droits ». Pour les associations présentes parmi les 11 soutiens de la grève, il ne s'agit d'ailleurs pas d'un combat humanitaire mais bien d'un conflit du travail ainsi que nous l'a confié une représentante d'Autre Monde. « On est dans une lutte qui nous concernent tous, a-t-elle ajouté, puisque c'est la question des conditions de travail de chacun. On est vraiment dans un conflit social. C'est la question de la lutte des classes. » La représentante des sans-

PREMIÈRE GRÈVE D'UNE TELLE AMPLÉUR DANS L'INTÉRIM

Les grévistes de l'intérim, au total plus de 1 500 régulièrement décomptés par leur comité de grève, se sont organisés. Comme l'a expliqué un de leurs porte-parole au micro : « les grévistes de l'intérim ont 85 délégués, qui se retrouvent tous les jours à 8h, pour parler de la grève et prendre des décisions ». Ils y discutent de l'avancée, ou pas, des négociations avec le gouvernement, mais également des problèmes qui se posent à eux : façon de réagir à la venue des forces de police sur les piquets, organisation des collectes (entre autres à la porte d'entreprises) pour faire connaître leur mouvement et appeler au soutien. Cette expérience d'organisation la plus démocratique possible, leur sera utile pour l'avenir. Une fois régularisés, ces travailleurs continueront à se défendre contre l'exploitation quotidienne.

risation des travailleurs sans-papiers. Un gréviste a souligné ainsi : « la population va plus vite que les élus ». Preuve que les manœuvres politiques du gouvernement ne prennent pas facilement ! La soirée a surtout été l'occasion de rappeler la particularité de ce mouvement : un mouvement de travailleurs qui utilisent leur arme, la grève. Raymond Chauveau, coordinateur de la grève pour la CGT, l'a réaffirmé : « on est passé de l'idée de sans-papiers,

papiers chinois, eux aussi en lutte, a dénoncé d'ailleurs la condition de ces travailleuses, à domicile, de la restauration ou de la confection, totalement au noir, qui bossent néanmoins pour Camaïeu ou Etam. Il est vrai que la lutte de la catégorie la plus exploitée de la classe ouvrière pour échapper à la traque qui la livre au patronat est aussi la lutte de tous les travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaire.

Coline et Manon (Paris)

QU'ELLES SOIENT DE DROITE OU SOCIALISTES

ABROGATION DES LOIS RACISTES

- 1982** : le ministre de la Justice demande aux parquets de requérir systématiquement la reconduite à la frontière contre les étrangers en situation irrégulière
- 1983** : nouvelles directives ministérielles préconisant des contrôles massifs pour détecter les étrangers en situation irrégulière
- 1984** : interdiction de la régularisation sur place des conjoints et des enfants de sans-papiers
- 1986** : loi Pasqua relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ; droit des préfets de prononcer la reconduite à la frontière
- 1993** : loi Pasqua 2 ; les mineurs nés en France de parents immigrés sont tenus à une « manifestation de volonté » pour avoir la nationalité ; interdiction de toute naturalisation d'une personne ayant été condamnée à six mois de prison ; demande d'un certificat d'hébergement pour tout étranger rendant visite à un proche ; obligation pour l'ANPE de vérifier la régularité du séjour des étrangers - en cas de condamnation pour travail sans autorisation, expulsion et interdiction de territoire
- 1996** : loi Debré renforçant le dispositif d'éloignement des sans-papiers, la rétention judiciaire, les pouvoirs de police à proximité des frontières, les pouvoirs du maire dans la délivrance des certificats d'hébergement
- 1998** : circulaires Chevènement pour les préfets, organisant le retour dans leur pays des sans-papiers non régularisés
- 2002** : plan global européen de lutte contre l'immigration illégale
- 2006** : réforme Sarkozy du CESEDA, pour une immigration « choisie » et non « subie »
- 2007** : création du ministère de « l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement »
- 2008** : circulaire européenne permettant l'enfermement sans jugement des sans-papiers pendant 18 mois, supprimant l'aide juridictionnelle obligatoire et gratuite, interdisant de territoire pendant cinq ans les personnes expulsées, permettant l'enfermement et l'expulsion des mineurs non accompagnés



LA SITUATION DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

La politique anti-immigrés menée depuis 2003 par Sarkozy s'attaque également aux étudiants étrangers. Des procédures racistes existaient déjà auparavant, comme la Demande d'Admission Préalable imposée aux étudiants étrangers hors Union Européenne voulant s'inscrire en première ou en deuxième année de fac. Dans la pratique cette procédure touche surtout les étudiants africains et asiatiques, notamment ceux issus d'anciennes colonies françaises. Les différentes lois CESEDA (2003, 2006...) et les quotas d'expulsions (28 000 pour 2010) fixés depuis 2007 ont entraîné un durcissement des pratiques, et une généralisation des procédures discriminatoires : mise en place de Campus France, qui sert à appliquer des quotas d'accueil pour les étudiants

étrangers, délivrance automatique d'une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) pour tout étudiant ayant redoublé deux fois son année. La situation des étudiants étrangers est marquée par de nombreuses discriminations : impossibilité d'accéder aux bourses, obligation de prouver un certain niveau de ressources (6000 euros sur un compte en banque), difficultés accrues pour accéder à un logement... Concernant le travail, les étudiants étrangers ont le droit de travailler 21h par semaine, s'ils sont pris en train de travailler plus ils reçoivent une OQTF. La législation française a donc vocation à favoriser l'accueil d'étudiants fortunés et de forcer les étudiants les moins solvables à un séjour court sur

le territoire. Le durcissement des lois racistes a entraîné une multiplication des cas d'expulsions d'étudiants, mais aussi de plus en plus d'étudiants se retrouvant en situation irrégulière, ou précaire administrativement. Dans les universités, cette situation a poussé les organisations à renforcer leur vigilance et le suivi des étudiants concernés. Sur le modèle des RESF (Réseau Education Sans Frontières), des RUSF (U pour Universités) sont créés. Des mobilisations ont permis d'empêcher l'expulsion d'étudiants sans-papiers comme à Rennes ou plus récemment sur Nanterre.

Hichem (Paris)



Dans la situation actuelle de crise du système capitaliste, l'offensive raciste et réactionnaire de la classe dirigeante est particulièrement importante, comme en témoignent les nombreuses rafles et expulsions de sans-papiers ainsi que le débat profondément raciste sur l'identité nationale. Le 25 octobre dernier était lancé à grands renforts médiatiques le débat autour des questions « d'immigration et d'identité nationale ». Au-delà des visées électoralistes dans cette affaire, le lancement de ce débat témoigne du racisme décomplexé de la classe dirigeante. Il est en phase avec l'idéologie de « la guerre des civilisations » et de la politique de liquidation des acquis sociaux développées par Sarkozy et son gouvernement.

IDENTITÉ NATIONALE

FAUX DÉBAT, VRAIE OFFENSIVE !

La tonalité du débat lancé est très clairement exprimée dans les différentes déclarations des responsables du gouvernement. Besson : « Il faut réaffirmer les valeurs de l'identité nationale et la fierté d'être Français » ; Hortefeux : « C'est notre petit Arabe, il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes. » ; Morano déclarant quant à elle qu'elle voulait « d'un jeune musulman qu'il aime son pays, qu'il trouve un travail, qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers ». Dans sa circulaire aux préfets, Besson présente les personnes sans-papiers comme « génératrices » de « délinquance ».

La classe dirigeante se cache derrière des discours sur la France multiculturelle, l'humanisme et le métissage pour mener en réalité des politiques racistes de traque des sans-papiers, d'expulsions, de stigmatisation des étrangers. Pour celui qui a de la mémoire, ces discours n'ont aucune va-

leur et sont destinés uniquement aux électeurs facilement manipulables. Le débat actuel sur l'identité nationale le montre bien : il s'agit de graver dans le marbre une culture et une identité dont seront exclus tous ceux qui ne s'y reconnaissent pas. Et lorsque l'on lit la circulaire gouvernementale de cadrage des débats sur l'identité nationale, on découvre que dans le nouveau contrat entre l'étranger résident (ou l'étranger demandant la nationalité) et la Nation, il y aura un cycle exigeant de formations sur les valeurs de la République. Le débat sur l'identité nationale a commencé voici plusieurs semaines et l'on peut déjà constater les dérapages racistes ou les véritables délires sur le mythe de la France blanche et chrétienne. Si le gouvernement tente de nous expliquer à tous ce que signifie la culture française auquel l'étranger est sommé d'adhérer, il fait bien comprendre aussi que l'on demande à l'étranger, tout comme à ses enfants nés en France, d'abandonner sa culture d'origine.

IDENTITÉ NATIONALE

LÉGITIMER LES IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE

Le contexte dans lequel se déroule ce débat et les protagonistes qui le portent renforcent l'inquiétude qu'il nous inspire. Lancé par le scandaleux ministère de l'Identité nationale et de l'immigration, qui par sa politique d'expulsions massives et de traque des étrangers remet au goût du jour un racisme ordinaire administré, dans laquelle la France a une certaine expérience, ce débat ne pouvait qu'attiser la haine de l'autre et profiter au FN, ce qui se vérifie deux mois après son lancement.

Les récents « dérapages » de politiques au cours de ce débat n'en sont pas. Ils nous alertent sur un dangereux retour du refoulé d'un racisme décomplexé de personnes qui se sentent couvertes par le signal gouvernemental. A l'approche des élections régionales, le gouvernement espère à nouveau faire recette en agitant la peur et les thèmes populistes de l'immigration et de la sécurité, quitte à légitimer les positions du FN.

La volonté de définir une « identité nationale » correspond clairement à des



intérêts de classe. L'exaltation du chauvinisme, et la désignation d'un bouc émissaire - aujourd'hui les musulmans, comme hier les juifs - permet au pouvoir de détourner l'attention de la misère sociale et économique grandissante provoquée par ses politiques ultra libérales et favorables aux capitalistes. Elle permet surtout de masquer l'opposition de classes en nous donnant l'illusion que nous aurions des intérêts communs avec les capitalistes.



Manifestation des travailleurs sans-papiers en grève, le 12 janvier 2010 (Photothèque Rouge)

IDENTITÉ NATIONALE

UN DÉBAT MENSONGER

Si nous refusons de prendre part au débat sur l'« identité nationale », il n'est pas moins nécessaire de l'analyser, et de décoder en quoi il est révélateur d'une vision du monde reposant sur la haine et le repli sur soi, vision qu'en tant qu'internationalistes nous devons dénoncer et combattre.

L'IDENTITÉ NATIONALE N'A PAS DE RÉALITÉ HISTORIQUE

D'abord la notion d'identité nationale ne repose sur aucune réalité objective. La notion de « Nation » a été construite au cours des XVIIIe et XIXe siècles et, si elle a pu à une époque servir à l'émancipation des peuples, elle a vite été instrumentalisée par le pouvoir politique pour servir ses intérêts pro-

pres. Lors des deux guerres mondiales par exemple, le nationalisme a été utilisé par les bourgeoisies nationales pour briser l'unité pacifique et internationaliste du mouvement ouvrier et légitimer la guerre, l'industrie de guerre et le « sacrifice » du prolétariat sur les champs de batailles et dans les usines d'armements au nom de la patrie.

Cette construction intellectuelle s'est imposée en France à coups d'homogénéisation forcée, écrasant les minorités culturelles et linguistique comme en Bretagne ou au Pays Basque, et de propagande pour laquelle l'École républicaine n'a pas été la moins zélée. Aujourd'hui, la volonté de définir une « identité nationale » participe de la volonté de réécriture de l'histoire qui mettrait l'accent sur les « aspects po-

sitifs de la colonisation », l'« œuvre civilisatrice » de la France, comme la teneur des débats le laisse entendre. L'identité nationale se construit autour d'un passé mythique et est de fait excluante, définir une identité collective impliquant une désignation en miroir de ce qui est autre, étranger, et donc potentiellement menaçant. Parmi les éléments d'identité mis en avant par la droite, la chrétienté tient une place importante, désignant de fait les musulmans comme extérieurs à cette communauté. On retrouve en filigrane l'idéologie du choc des civilisations et la volonté de catégorisation des individus et des rapports sociaux, sur la base de l'ethnicité. Le débat sur l'interdiction de la burqa ne fait qu'enfoncer ce clou rouillé.

UN DÉBAT RACISTE QUI VISE À DIVISER NOTRE CAMP SOCIAL

De tout temps, la bourgeoisie a utilisé le racisme pour diviser les travailleurs entre eux. A chaque crise économique ses boucs émissaires. Il fut un temps, c'étaient les juifs, accusés d'être cosmopolites et communistes. Aujourd'hui, ce sont les musulmans. Depuis la révolution islamique en Iran en passant par la guerre civile en Algérie et l'Intifada palestinienne, jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, les classes dirigeantes pratiquent l'amalgame avec en leur sein, des dirigeants politiques, des journalistes et des intellectuels qui n'hésitent plus à faire l'équation islam = terrorisme.

Face aux racistes et aux réactionnaires de toutes sortes, nous opposons une logique diamétralement opposée : celle de la solidarité entre les travailleurs et les peuples opprimés du monde entier et affirmons que notre identité est profondément internationale comme le sera la révolution pour laquelle nous luttons.

NOTRE IDENTITÉ : TOUS CONTRE SARKO !

Le pouvoir utilise le nationalisme comme « opium du peuple » pendant qu'il détruit les acquis sociaux et les services publics. Cette stratégie est faite pour nous enfumer alors que le capitalisme, lui, est organisé au niveau mondial. C'est pourquoi nous devons lutter contre les discours et les politiques stigmatisant les immigrés, et prendre conscience de ce qui nous unit aux peuples en lutte du monde entier : nos intérêts en tant qu'exploités, en tant que nous n'avons aucun intérêt dans ce système.

Socialisme et internationalisme sont indissociables, et nous devons combattre les réflexes primaires de replis sur soi pour lutter ensemble contre le système capitaliste et proposer une autre conception des rapports humains fondée sur le respect de l'autre et la solidarité.

SEMAINE ANTICOLONIALE 2010

EN FINIR AVEC LE COLONIALISME

Alors que le débat sur l'identité nationale lancé par Eric Besson stigmatise une partie de la population issue des anciennes colonies, pourquoi pas un grand débat sur l'identité coloniale de la France ? C'est ce que propose le collectif d'organisation de la Semaine Anticoloniale qui se déroulera du 19 au 28 février 2010. Il s'agit d'organiser un débat parallèle sur les aspects visibles de « l'identité Française » tel qu'elle se présente aujourd'hui. Un résumé des thèmes abordés :

- Quel rôle la colonisation a-t-elle eu dans la constitution de l'identité nationale ? la colonisation est-elle vraiment la République ?
- L'outre-mer français est-elle une survivance de l'utopie coloniale républicaine ?
- La crise du modèle français d'intégration trouve-t-elle son origine dans la colonisation ?
- Quelle est la place de l'héritage colonial dans la politique étrangère de la France : Francafrique, grandeur de la France, syndrome de Fachoda ?
- Pourquoi cette réhabilitation du passé colonial de la France intervient-elle aujourd'hui ? Quelle est sa signification ?
- Peut-on parler de fracture coloniale dans les quartiers ?
- Comment décoloniser les imaginaires, les représentations : Comment déconstruire la figure médiatique de l'autre, de l'étranger, de l'Arabe ou du Noir ? Cette construction médiatique trouve-t-elle son origine dans l'héritage colonial ?
- Quel travail faut-il accomplir pour réconcilier la mémoire, la culture et l'identité à la lumière du fait colonial et de ses conséquences ?

Le collectif d'organisation de la Semaine Anticoloniale appelle à une manifestation pour la suppression du Ministère de l'Identité nationale :

Samedi 27 février à 15h à Paris, départ de la Place de la Bourse jusqu'au Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale



STRATÉGIE

LA GRÈVE, C'EST L'ARME DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

Depuis octobre, entre 5 000 et 6 000 travailleurs sans-papiers sont en grève pour exiger leur régularisation, avec le soutien d'un large collectif d'organisations (CGT, Solidaires, la CFDT, la FSU, l'UNSA, la LDH, la Cimade, RESF, Femmes Égalité, Droits devant...). Ce mouvement touche des secteurs importants de l'économie, tels que la restauration, le bâtiment, le nettoyage industriel, la restauration, l'aide à la personne ou encore l'intérim. La situation commune de ces secteurs dits « en tension », c'est la soumission aux exigences maximales du patronat, parfois jusqu'à des conditions de quasi esclavage. Ces travailleurs refusent de subir la double peine qui leur est imposée : une exploitation intense en tant que salariés précaires dans l'incapacité de faire valoir la protection du droit du travail ; en tant que résidents privés de l'accès aux droits civiques les plus élémentaires, exposés en permanence au chantage et à la menace. La contrepartie pour le patronat, c'est que quand ces travailleurs habitués à travailler double se mettent en grève, cela a d'autant plus d'effets !

COMBATTRE L'ISOLEMENT DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Dans l'épreuve de force avec le gouvernement, la grève des-sans papiers se doit de combattre l'isolement - comme dans toutes les autres grèves. Les grévistes multiplient déjà les interventions sur les marchés, à la sortie des métros, dans les quartiers populaires avec tracts et journaux. Cela leur permet de s'adresser aux autres travailleurs. Les sans-papiers forment la catégorie la plus exploitée de la classe ouvrière. toutes les bénéfices de leur grève ne pourront que bénéficier à l'ensemble du monde du travail. C'est pour cette raison qu'il faut construire un rapport de force qui ne laisse pas les sans-papiers seuls à lutter. Lors du récent congrès de la CGT, le représentant des délégués des piquets de grève



Manifestation de travailleurs sans-papiers (Photothèque du Mouvement Social)

a proposé à la tribune une grève nationale des travailleurs en solidarité avec les sans-papiers. Ce type de proposition peut permettre de déclencher la mobilisation, et donner une perspective de solidarité à des équipes syndicales. Aujourd'hui encore, malgré le caractère massif et déterminé de la grève, les sans-papiers souffrent d'un grand isolement, voire de l'ignorance du reste de la classe ouvrière. Ce devrait être le rôle des directions syndicales d'informer largement les travailleurs, de permettre aux grévistes sans-papiers de s'adresser aux autres salariés en grève afin d'unifier les ripostes. Ce refus d'oeuvrer à l'unification des luttes pèse aujourd'hui sur la lutte des travailleurs sans-papiers comme sur toutes les autres.

Nous devons organiser la solidarité avec les sites occupés par les grévistes. Des réunions d'information, repas et veillées solidaires peuvent être organisés dans les quartiers. Il faut renforcer le soutien financier en organisant des collectes sur nos lycées, nos facs, dans notre entourage et

si possible sur notre lieu de travail. Partout où c'est possible, il faut que les organisations syndicales soutiennent la grève.

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS !

Une victoire des sans papiers-en lutte serait une énorme point d'appui pour l'ensemble des salariés, et un désastre politique pour tous ceux qui s'acharnent à diviser les travailleurs. Le gouvernement s'échine à alimenter les pires préjugés à travers le faux « débat » sur « l'identité nationale », quitte à alimenter les idées racistes et xénophobes et à renforcer le FN. Dans ces conditions, Sarkozy ne peut que rester inflexible. Il ne veut surtout pas donner l'impression qu'il serait prêt à accepter une régularisation massive. Le gouvernement ne propose qu'une circulaire croupion qui laisse libre cours à l'arbitraire des préfetures et annonce à l'avance un chiffre maximal de mille régularisations. Ce que cela signifie, c'est que le gouvernement n'est absolument pas prêt à céder aux revendications

des travailleurs sans-papiers, car cela serait un grave désaveu de sa politique. La seule solution pour aboutir à une grève victorieuse, c'est d'agir pour la solidarité entre les luttes, pour une mobilisation d'ensemble des travailleurs contre le gouvernement et sa politique. C'est seulement dans ces conditions que l'on pourrait obtenir une régularisation globale des travailleurs sans-papiers, en lien avec la lutte des autres travailleurs. La grève générale en Guadeloupe l'an dernier l'a bien montré, lorsque le rapport de force est très défavorable aux travailleurs, ce n'est que par des luttes d'ensemble que l'on peut obtenir des victoires.

Lancé par un front d'organisations syndicales et politiques large où la CGT est hégémonique, la mobilisation actuelle exige une réelle application de la loi Hortefeuix, qui autorise la régularisation de certains sans-papiers travaillant dans des secteurs manquant de main d'oeuvre (bâtiment, nettoyage, restauration...). Évidemment, il est juste de se battre pour que le maximum de travailleurs sans-papiers soit régularisé avec les moyens législatifs existants. Cependant, il sera impossible de développer une lutte massive pour la régularisation des sans-papiers sans combattre la loi Hortefeuix elle-même. Cette loi raciste vise exclusivement à stabiliser une petite partie de la main-d'oeuvre dans quelques secteurs, dans l'intérêt du patronat qui en manque. Cela est totalement contradictoire avec la logique d'une régularisation massive. L'esprit de cette loi, c'est le « cas par cas », et on n'en veut pas !

Actuellement, les organisateurs de la mobilisation ne se battent pas pour l'abrogation de la loi Hortefeuix. Plus que jamais, il faut exiger l'abrogation de toutes les lois racistes, et la régularisation de tous les sans-papiers !

Romain (94)